

Les missions de l'enseignement menacées de privatisation ?

■ L'école n'est pas là pour construire de la main-d'œuvre pour un marché du travail versatile. Alors va pour une Fondation pour l'enseignement œuvrant pour des synergies, mais gare aux dérives.

NICOLAS DAUPHIN
Enseignant, sociologue.

BERNARD MATHIEU
Psychosociologue,
formateur
pour les directions
d'établissements
scolaires.

MICHEL FLANDROIS
Directeur
d'un établissement
scolaire (sciences
de l'Education).

Ainsi donc, au travers de la Fondation pour l'enseignement, on se félicite de la construction d'une synergie entre école et entreprise. Et c'est une bonne chose ! S'il convient de souligner d'emblée qu'effectivement les acteurs de la société doivent être en contact avec l'école et que l'école a pour missions d'ouvrir les élèves et les équipes pédagogiques et éducatives, nous émettons quelques réserves critiques quant à la concrétisation de l'initiative prise dans le cadre de cette fondation, avec l'aval des réseaux d'enseignements qui y sont associés.

Tout d'abord, les convergences entre les

deux mondes, dans le cadre de ce projet tel qu'il nous est présenté, ne semblent se construire pour les acteurs cités qu'au travers de l'angle du patronat. Tant les fédérations de réseaux, ensemble de P.O., que les associations de patrons estiment sans doute que les relations et les projets liés à l'école ne concernent plus les employés que sont les enseignants, les éducateurs et que par ailleurs leurs représentants n'ont pas à intégrer les discussions liées à ces projets. Nous avons la bonne parole, écoutez et appliquez...

Ensuite, il est intéressant de constater que via ce projet, les acteurs cités ne font que contourner les principes déjà encadrés, émis, et proposés par les IPIEQ et les futurs bassins scolaires, à la différence que ces espaces qui se construisent dans le cadre démocratique intègrent l'ensemble des acteurs, ou du moins leurs représentants, leur permettant (employés, employeurs, mais aussi organisme public d'accompagnement,...) d'être présents autour de la table et de pouvoir discuter en tenant compte de l'ensemble des avis proposés.

Nous pensons qu'il y a derrière ce projet un risque évident de privatisation des objectifs de l'enseignement : les missions de l'enseignement sont de former les individus à être des acteurs critiques sur le développement de leur société. C'est intégré dans les articles phares du décret Missions, qui est la référence décrétole quant aux politiques scolaires, que nous sommes amenés à développer en FWB. L'école n'est pas là pour construire de la main-d'œuvre pour un marché du travail versatile.

Pour celles et ceux qui verraient là une utopie forte, nous les convions à aller examiner ce que les systèmes finlandais et nordiques développent comme système scolaire, dans lequel les élèves ne sont confrontés à des choix d'orientation qu'à

partir de 16 ans, où l'école se construit sur des bases émancipatrices incluant l'art, le sport, la culture au même titre que les mathématiques et les sciences, et dans lesquels l'école forme avant tout les élèves à être des acteurs critiques. Ces systèmes sont dans les plus performants quand on analyse les résultats PISA de l'OCDE. Alors, arrêtez de nous parler de nivellement vers le bas quand on tient le discours ici présenté...

Par ailleurs, quand on analyse le projet proposé, et de manière générale quand le monde de l'entreprise regarde l'école, il y a une forme de condescendance nauséabonde, comme si les acteurs de l'école et ceux du secteur non marchand étaient incapables de pouvoir gérer leur entreprise sociale, qu'ils ne pouvaient maîtriser des principes de management public et qu'ils devaient obligatoirement

suivre les principes du monde marchand. Dans le cadre du projet présenté ici, on trouve par exemple le projet d'*"apprendre la gouvernance aux directions d'écoles"*. Les directions n'ont pas attendu le secteur marchand pour développer des outils de management public, propres au secteur social. Le décret de 2007 relatif à la formation initiale des directions d'école en témoigne. Par ailleurs, vu le nombre de faillites et de licenciements abusifs que ces mêmes entreprises et sec-

teurs marchands proposent quotidiennement, vu les sauvetages encore récents de l'Etat face aux institutions bancaires, on peut légitimement se demander si l'on gagne à ce que les uns partagent leurs bonnes pratiques avec les autres...

Il y a également un aspect prospectif qui pose question. L'un des rôles que s'attribue la Fondation est *"informer précocement les jeunes sur les métiers porteurs d'emploi en délivrant un message positif"*. S'il est intéressant que l'idée que les jeunes générations se font de tel

ou tel métier puisse évoluer vers quelque chose de concret, qui aide à poser un choix d'orientation éclairé, nous savons qu'en vertu d'ailleurs des principes-mêmes du monde libéralisé dans lequel évoluent nos entreprises, le marché est mouvant, soumis à des fluctuations imprévisibles. Sur quelle base alors définit-on les filières qu'il faut promouvoir partant du principe que ce même secteur privé signifie au travers d'études que des métiers inconnus vont inonder le marché ? Dans ce cadre, doter les élèves d'outils méthodologiques et critiques face au monde qui les entoure est sans doute tout aussi essentiel que de les informer sur les métiers porteurs.

Nous pensons qu'à terme, si l'on suit aveuglément cette voie, l'enseignement obligatoire ne sera plus que de la qualification, essentielle à l'évolution du marché. Le glissement progressif d'une formation universaliste destinée à enseigner les bases du vivre ensemble et de l'esprit critique à chacun s'estompera au profit d'un système de qualification destiné uniquement à des fins marchandes. Ceci dit, il s'agit de sortir de la méfiance réciproque, entre école et entreprises. Pour nous, l'enjeu est une question de respect et de reconnaissance mutuelle. Cette ambition sera rencontrée si les deux mondes sont perçus sur un même pied d'égalité et lorsque les deux acteurs accepteront d'apprendre de l'autre. Nous sommes aussi plus largement en faveur d'un décloisonnement des espaces et pour l'émulation entre acteurs et secteurs complémentaires (secteur marchand et non marchand, espace économique mais aussi sportif, culturel...), aux conditions du respect et de l'indépendance des institutions scolaires dans leurs choix et dans leurs orientations.

La question de l'indépendance de l'école (par rapport à son cursus scolaire et à ses méthodes) construit la problématique de la démocratie dans notre société. En laissant libres les acteurs scolaires et les élèves, on contribue activement à concrétiser un double objectif : d'une part *"amener tous les élèves [...] à prendre une place active dans la vie économique et sociale et culturelle"* ⁽¹⁾ d'autre part *"préparer tous les élèves à être des citoyens responsables, capables de contribuer au développement d'une société démocratique, solidaire, pluraliste et ouverte aux autres cultures"* ⁽²⁾.

Laissons-la dès lors faire son travail, en confiance...

→ (1) (2) Voir objectifs du Décret Missions qui définit les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organise les structures propres à les atteindre.

Nous pensons qu'à terme, si l'on suit aveuglément cette voie, l'enseignement obligatoire ne sera plus que de la qualification, essentielle à l'évolution du marché.